

La décentralisation, la coutume et la loi

Les constructions imaginaires d'un conflit à la périphérie de Bamako (Mali)

Françoise Bourdarias
Anthropologue

La réforme administrative mise en œuvre depuis 1992 au Mali contribue à réorienter localement les tensions et les conflits liés à la maîtrise du foncier et du pouvoir politique, à l'investissement des chaînes de dépendance qui conditionne l'appropriation et la répartition des ressources. L'évolution des configurations sociales singulières, en retour, modèle le processus administratif, lui confère une physionomie spécifique, le stylise en quelque sorte. Elle l'investit d'une multiplicité de sens que n'épuisent pas les discours de légitimation et les argumentations critiques qui les travaillent.

Nous prendrons ici pour point de départ un phénomène très limité dans le temps et dans l'espace. Depuis le début de l'année 2000, dans une commune rurale périphérique (Dialakorrodji¹) jouxtant la commune I de Bamako, un conflit oppose entre elles, les différentes factions de l'équipe municipale nouvellement élue, fait s'affronter les partisans du maire et la chefferie du village. Désignation d'un nouveau « chef coutumier » par le maire, emprisonnement de l'ancien chef et de ses conseillers, procès, puis affrontements meurtriers. Les témoignages et les observations recueillis, les documents produits par les belligérants, mettent explicitement en scène l'affrontement de deux légitimités politiques, d'une bonne et d'une

¹La commune rurale de Dialakorrodji est rattachée au cercle de Kati (arrondissement de Kalaban).

mauvaise interprétation de la coutume et de la loi. Les formules-clés qui structurent les représentations du processus de décentralisation² sont alors travaillées dans une multiplicité d'énoncés concurrents qui les articulent aux notions les plus médiatisées de l'imaginaire politique occidental (communauté, citoyenneté, société civile...).

L'analyse des enjeux de ce conflit, des constructions et des usages multiples de la « tradition », révèle les tensions sociales qui se développent avec l'extension des marchés fonciers (légal et parallèles) et l'arrivée de nouveaux habitants en provenance des communes urbaines de Bamako.

Pourtant, ici, l'opposition « autochtones »/« installés » s'avérera peu pertinente.

Des observations menées depuis 1993 dans un quartier « spontané » de Bamako situé à la lisière du district urbain (Dianguinabougou-commune I) avaient attiré notre attention sur les recompositions sociales liées (entre autres) aux opérations de lotissement. Les mobilisations qu'elles ont suscitées nous ont incitée à suivre les « déguerpis » dans les communes rurales voisines où ils se sont installés et à y observer certains des conflits fonciers qui s'y nouent.

De tels événements permettent en effet de formuler quelques interrogations sur les formes de manifestation locales du politique et dans ce cadre, sur la médiation des constructions imaginaires. On verra ici les différentes couches sociales implantées localement (« autochtones » et « allochtones »³) élaborer une tradition, mobiliser les outils différenciés dont elles disposent, afin de donner du sens à la crise vécue, afin de tenter de maîtriser la construction de nouvelles chaînes de dépendance. Et cela dans un contexte de décentralisation administrative, d'apparent désengagement de l'État, d'investissement du local par les ONG et les organisations internationales.

²Mentionnons par exemple la définition du processus de décentralisation comme un « retour du pouvoir à la maison ». Nous nous référons ici à un rapport de recherche récent (KONÉ *et al.*, 2002).

³Ces termes sont couramment utilisés, en français, par les protagonistes.

Les matériaux utilisés ici ont été recueillis entre 2000 et 2002, dans la commune rurale de Dialakorrodji⁴.

Le conflit, dont l'enjeu apparent est la gestion du domaine foncier, oppose d'une part le maire (élu en 1999), une partie des conseillers municipaux, appuyés par une fraction de la population des quartiers périphériques récemment agrégés à la commune, et d'autre part la chefferie de village et ses alliés (une partie des conseillers municipaux, des habitants « autochtones » et « allochtones »). Les problèmes fonciers prennent une forme aiguë. Cette commune a en effet « recueilli » (nous reviendrons sur le sens de ce terme) des populations chassées par le lotissement urbain. Il s'agit par ailleurs d'une zone disputée (les frontières du District de Bamako sont sans cesse remises en cause), car elle constitue une réserve foncière importante.

Il s'agit également d'un lieu particulièrement observé. Par le pouvoir central évaluant les effets de la décentralisation ; par les habitants des villages ruraux voisins que les migrations des populations urbaines n'ont pas encore atteints et qui tentent de déceler là leur avenir et celui de leur domaine foncier ; par les habitants des quartiers urbains déjà lotis. Ces derniers semblent alors évaluer leurs propres trajectoires, défaite cuisante pour les uns dont les révoltes ont été tenues en échec, réussite pour les autres de leurs stratégies foncières et sociales.

Ce jeu de regards croisés a sans aucun doute contribué à infléchir localement le cours des événements et la formulation des argumentations, tout en réorientant les stratégies foncières et politiques des communes avoisinantes.

La population du quartier urbain limitrophe, Dianguinabougou, est particulièrement attentive.

⁴Nous avons pu observer directement certains épisodes du conflit. Nous nous appuyerons aussi sur les entretiens réalisés auprès des leaders des groupes en présence (maire, conseillers municipaux, chef de village, notables locaux), auprès d'habitants de la commune, de notables et d'habitants des communes urbaines et rurales voisines.

Des documents nous ont été remis de part et d'autre (rapports, lettres à l'administration centrale). Nous avons aussi enquêté auprès des radios libres qui se sont fait l'écho des événements.

Dialakorrodji et Dianguinabougou sont deux établissements fondés par des premiers occupants (alors « allochtones ») à qui les Nyaré de Sikoro et les Coulibaly de Nafadji ont concédé des terres, qui les ont concédées à leur tour (puis vendues). Ces établissements sont liés par un pacte social, par la dette, aux chefs de terre « autochtones ». Telle est la trame des récits de mémoire produits à chaque conflit foncier, c'est-à-dire quand la terre devient explicitement un bien négocié sur un marché.

Le lotissement remet en cause cette représentation de la terre comme objet à la fois concédé et gardé, qui fonde des liens d'allégeance. Quant au marché « illégal » de la terre, il est toujours nié par les chefs de village ou de quartier qui le pratiquent, et interprété comme prolongement du pacte initial.

Le lotissement urbain a enclenché dans les deux lieux des recompositions sociales fort différentes.

À Dianguinabougou, le lotissement (achevé) a provoqué la fuite à la fois des habitants les plus précarisés (aujourd'hui locataires à l'extérieur du district urbain) et de familles à qui leurs alliances ou leurs moyens financiers permettaient d'obtenir la concession (ou l'achat) d'une parcelle dans une commune rurale. S'y côtoient aujourd'hui d'anciens habitants, ouvriers et chômeurs⁵, de nouveaux arrivants, membres de certaines couches moyennes diplômées (ingénieurs, techniciens, avocats) à qui le lotissement a permis d'acheter ou de se faire concéder une parcelle, gros commerçants de plus en plus nombreux dont les imposantes maisons en dur tranchent sur l'habitat ancien.

À Dialakorrodji, les cultivateurs sont aujourd'hui très minoritaires. Avec l'arrivée des « déguerpis », la population compte à peu près 1/3 « d'autochtones » et 2/3 « d'allochtones »⁶, ouvriers « com-

⁵Qui s'affirment incapables de payer la lettre d'attribution lorsqu'elle sera exigée ou d'acheter un terrain en zone rurale.

⁶Des études préalables à la décentralisation ont été effectuées par des cabinets d'étude bamakois. Dans ce contexte, sont désignés (et se désignent) comme autochtones les membres des unités de résidence et de consommation (*goua*) dont les chefs sont nés dans la commune. La catégorie allochtone rassemble essentiellement les habitants arrivés dans les années 1990, notamment les déguerpis en provenance des quartiers urbains. Mais la définition de l'autochtonie, nous le verrons, constitue un enjeu central dans les conflits que nous évoquons. Dans d'autres situations, seuls les lignages fondateurs du village seront désignés comme autochtones.

pressés » (terme employé pour désigner les personnes licenciées), petits artisans, membres de couches diplômées en voie de précarisation ou peu insérés dans les réseaux de dépendance et de clientélisme politiques et économiques (enseignants, employés...).

Le lotissement prévisible de la commune rurale où résident aujourd'hui ces « allochtones » et les transformations sociales des quartiers urbains qu'ils ont quittés, représentent pour eux une menace.

Les conflits observés entre 1999 et 2001 nous sont d'abord apparus comme une manifestation relativement banale de cette lutte pour l'appropriation des réserves foncières qui s'articule, à la périphérie des villes africaines, aux stratégies d'accès au pouvoir politique. Nous nous efforcions alors de comprendre le fonctionnement des différents marchés fonciers. Mais les événements violents d'avril 2001, l'évolution des formes de mobilisation, des récits auxquels ils donnaient lieu, surtout peut-être la transformation progressive des récits de fondation du village, ont attiré notre attention sur une dimension que nous n'avions su percevoir. Les luttes foncières semblaient avoir amorcé une activité intense de production de sens qui venait en retour orienter les formes d'action collective, la légitimation des alliances, les positionnements individuels. Au-delà des enjeux fonciers s'élaborait une reformulation des définitions antagonistes du politique, dans une collectivité différenciée en état de crise.

Les travaux de G. Balandier nous invitaient à déceler dans un événement très circonscrit une multiplicité d'espaces-temps sociaux projetés dans un territoire restreint (rapport au local et à son histoire, rapport à l'État, au contexte international). Cette référence conduisait aussi à privilégier la dimension imaginaire du phénomène, entendue comme mise en forme symbolique permettant l'action⁷. Interprétations du désordre, investissement des formes disponibles afin de penser à la fois un nouvel agencement social et l'action... Les faits observés ici ne constituent pas un rituel ou une pratique culturelle, mais une mobilisation sociale.

⁷Nous nous référons également aux travaux des chercheurs de l'École de Manchester, à ceux de C. CASTORIADIS (1999), de G. ALTHABE (1969), à J.-C. MITCHELL (1956) et M. GLUCKMAN (1963).

Les outils symboliques y sont sélectionnés et appropriés dans le déroulement de l'action, au gré des événements (on pourrait parler de « dynamique imaginaire »). En résultent sans doute une polysémie renforcée des agencements réalisés, une multiplication des investissements possibles de la part des couches sociales hétérogènes impliquées dans le processus.

Le déroulement du conflit

La commune agrège autour de Dialakorrodji plusieurs villages, dont N'tekedo, premier village qui aurait été fondé en 1893 par des paysans venus de l'autre côté du fleuve (près de Kalabankoro). Des chefs de terre locaux (les Nyaré de Sikoro) ont alors concédé des terres aux « allochtones ».

1999 : élection du maire de la commune

Le maire, enseignant du secondaire, réside à Bamako. Élu Adema sur une liste « Front d'intérêt général » regroupant plusieurs partis, il a pris la place du premier de liste Adema (un enseignant récemment installé) « avec l'appui des élus de la liste adverse ».

Il appartient à un lignage du village de N'tekedo, dont est issu Dialakorrodji, à l'origine simple hameau de culture, dont l'extension et l'urbanisation ont été favorisées par le tracé d'une nouvelle route. Son lignage est parent de celui du chef coutumier de Dialakorrodji. Mais « Dialakorrodji a été fondé à la suite d'un conflit foncier entre les deux lignages ».

Première mise en scène de l'affrontement des pouvoirs : le nouveau maire refuse d'aller saluer « son père », le chef coutumier de Dialakorrodji.

2000 : le maire tente de remplacer le vieux chef coutumier

Par un « étranger » diront ses adversaires, qui n'emploient pas ici le terme « allochtone », par « un homme compétent rompu à la gestion administrative », dira le maire. Ce fonctionnaire des impôts à la commune I de Bamako est déjà le chef d'un nouveau quartier (Sibakoro) récemment agrégé à Dialakorrodji, et a fait construire un bar à la limite de la commune. Il est accusé de détournement de fonds publics par ses adversaires.

Lors de la présentation du nouveau chef, une partie de la population se révolte, en présence d'un représentant des autorités du cercle de Kati. À la suite de cette émeute, le vieux chef coutumier et ses conseillers passent trois mois en prison à Kati pour « atteinte à l'ordre public ». Le scandale suscité par cette incarcération permet la libération des autorités coutumières.

Les récits de fondation du village commencent alors à évoluer. Le premier établissement N'tékédo a été fondé par des paysans fuyant les exactions de Samory.

Avril 2001 : révolte contre les géomètres

Ils avaient été mandés par le maire pour « préparer le lotissement ». Des batailles rangées (« intifada ») opposent une grande partie de la population à la milice recrutée par le maire dans les quartiers urbains périphériques. On relèvera un mort et plusieurs blessés.

La brigade territoriale intervient, les habitants fuient sur les collines, ils seront hébergés dans les villages voisins. Quelques jours après, des « opposants au maire » seront arrêtés et emprisonnés (cultivateurs, enseignants, employés, ouvriers, « autochtones et allochtones »)⁸. Le chef coutumier sera « mis sous la protection » des chefs de terre d'un village allié.

⁸Certains passeront plus de 18 mois en prison sans jugement, puis seront libérés sous caution. D'autres seront alors arrêtés pour avoir développé leur version des faits sur les ondes d'une radio libre.

Janvier 2002 : vente municipale de terres déjà concédées par les chefs de terre

Plusieurs villages ruraux concluent une alliance, les chefferies coutumières décident de « recourir à la force ». Elles demandent toutefois la médiation des autorités de Kati, puis du ministère de l'Administration territoriale. De juin à septembre, des terres récemment désignées par la chefferie comme « zones de recasement des futurs déguerpis » seront également vendues.

On pourrait penser au premier abord que la commune rurale de Dialakorrodji est le lieu d'une mobilisation locale contre « l'extérieur », symbolisé par l'État et son représentant, le maire, constitué en figure du « traître autochtone ». Lutte de la coutume contre la loi pour le pouvoir et la gestion des terres (éléments indissociables), pour la défense du pacte social. Ce mouvement semble susciter la construction d'une identité locale fondée sur la tradition et la mémoire villageoise. On doit noter cependant qu'aucun des discours recueillis, aucune des pratiques observées, n'oppose « allochtones » et « autochtones », ce qui n'était pas le cas en 1995 à l'arrivée des premières vagues de « déguerpis ». De même, la thématique de l'ethnicité n'apparaît jamais. Se trouvent au contraire mis en scène l'intégration des « allochtones » à la « communauté villageoise », le processus d'acquisition de « l'autochtonie ».

■ Les constructions de la communauté villageoise

Cette mobilisation pourrait renvoyer au problème plus général de la construction des identités, du territoire, dans un milieu en voie d'urbanisation.

Ce phénomène est souvent interprété comme « archaïsation secondaire » (retour à la tradition) menaçant la démocratie et remettant en

cause la constitution d'une société civile, les modes de régulation du politique qui leur sont associés.

On connaît les termes du débat, Ils sont empreints d'idéologie.

Les théories de la modernisation et du développement interprètent le fait identitaire comme l'expression d'une culture politique archaïque, liée à l'inachèvement de la modernité. Il semble plus pertinent de s'interroger sur les modes de construction des particularismes observables⁹. Ici, nous verrons qu'il s'agit de construire le sens de l'urbanité (du mélange des populations), les formes pensables de solidarité et de conflit, de différenciation des pouvoirs.

Les événements observés révèlent une tentative d'élaboration d'un savoir collectif permettant de penser l'articulation du local et de sa périphérie, de nouvelles modalités d'appropriation et de répartition des ressources, et cela sous des formes qui varient considérablement selon les situations (nous reviendrons sur la comparaison entre le quartier urbain et la commune rurale).

Les mobilisations identitaires sont alors des manifestations (transitoires) de la modernité dont elles semblent être la négation (communalisation du politique).

Certains éléments du contexte économique et politique doivent être pris en compte dans l'analyse :

- un chômage massif et une politique d'ajustement structurel mise en œuvre par l'État (privatisation des entreprises, aujourd'hui en faillite ou reprises par des groupes étrangers). Par ailleurs, les organismes internationaux préconisent une « bonne gouvernance », fondée sur l'augmentation de la rente fiscale, l'instauration d'un marché foncier rationalisé ;
- le désengagement de l'État : privatisation de l'enseignement, des services de santé... ;
- l'afflux des ONG qui prennent en charge une partie de ces fonctions délaissées par l'État, mais en valorisant les thématiques du « communautaire », de la « démocratie locale », de « l'associatif ». Depuis 1995-1996, bailleurs de fonds, FMI, banque mondiale, mettent l'accent sur le développement citoyen, en préconisant une

⁹Nous nous référons notamment à : BAYART J. F., 1996 ; OTAYEK R. (éd.), 1999 ; JOLIVET M. J. (éd.), 2000.

gestion décentralisée fondée sur le local, une « multiplication des partenaires du développement local » (ONG, jumelages, associations...). Le local et l'international sont donc censés nouer des liens privilégiés qui entretiennent quelques affinités avec le modèle des liens de dépendance « traditionnels » fondés sur la dette.

S'en trouvent transformées, à la base la perception du pouvoir d'État, au niveau des élites étatiques, les conditions d'accès aux réseaux de pouvoir et aux ressources. La construction des chaînes de dépendance et de clientélisme doit prendre en compte ces nouvelles contraintes.

La décentralisation administrative contribue fortement à orienter l'ensemble de ce processus. Elle procure aussi aux couches sociales qui s'affrontent un ensemble d'énoncés « pratiques », fortement polysémiques, articulables à la fois avec les énoncés des discours de la tradition et ceux des discours politiques les plus « modernistes ».

Il est intéressant de constater que les représentations idéologiques « archaïsantes » des mobilisations identitaires locales sont partagées – dans le cas qui nous occupe – par les représentants de l'État, le pouvoir municipal, qui se définissent comme les agents de la modernité. De ce point de vue, en effet, les enjeux du conflit semblent clairs. Ils pourraient être définis comme relevant d'espaces politiques bien différenciés.

La coutume « gérontocratique » est définie par ses velléités de résistance à l'administration rationnelle, par le refus du marché (foncier entre autres), par la valorisation du particularisme local et de l'autochtonie.

Elle s'oppose en cela à l'État désigné comme le domaine de la loi, fondé sur l'universalisme, l'intérêt général, la citoyenneté. La délégation de compétences aux municipalités par le biais de la décentralisation doit permettre la rationalisation du local... et de la coutume.

Une analyse des argumentations adverses permet cependant de repérer des dichotomies bien différentes et un renversement de l'opposition archaïsme vs. modernité. Les alliés de la chefferie du village, quelle que soit leur position dans la hiérarchie des classes d'âge et des statuts sociaux, opposent « le gouvernement » et « le village ».

L'État et la municipalité sont décrits comme les manifestations d'un pouvoir barbare et prédateur, rompant le pacte social (fondé sur la

cession des terres notamment), s'attaquant au pouvoir coutumier (fait dont les exemples, dit-on, seraient rares), ne respectant pas les règles qu'il a lui-même formulées (les principes de la décentralisation).

Le village est le lieu où se construit l'appartenance, par l'intégration des « allochtones » dans les réseaux de dépendance fondés sur la dette (tandis que le marché foncier maintiendrait en quelque sorte l'étranger dans sa position d'extériorité vis-à-vis de la communauté villageoise).

Les porte-parole du mouvement, diplômés ou ouvriers « compressés » mettent en forme ces énoncés en interprétant les formules les plus prégnantes de l'imaginaire politique occidental, dont ils contribuent à généraliser l'usage.

Le local devient le foyer de la modernité, la « communauté de village » un équivalent de la « société civile », la « tradition » porte en germe les principes permettant la production de la « citoyenneté ». Là peuvent également se nouer des liens privilégiés avec l'espace international (autre dimension de la société civile). Les ONG, en participant au « développement communautaire », permettent de limiter le pouvoir de l'État, de le tenir à distance (en ce sens elles sont constituées en agents du processus de décentralisation). Grâce à leur médiation, les citoyens de Dialakorrodji pourraient devenir des « citoyens du monde ».

La compréhension du premier niveau de sens décelable dans les discours et le scénario de l'action – l'opposition du pouvoir villageois au pouvoir extérieur prédateur – nécessite une prise en compte des formes politiques qui, sur la longue durée, se sont succédé dans la région. Sélectionnées et travaillées (réactualisées) au gré des situations, elles constituent les cadres communs de référence mobilisables (et mobilisateurs) lorsqu'il s'agit de donner sens à l'instauration d'un nouveau pouvoir ou/et à un état de désordre.

La logique de l'emboîtement des pouvoirs successifs (« chaîne de pouvoirs tributaires ») a déjà été analysée¹⁰. Le pouvoir villageois se trouve alors en position de médiateur vis-à-vis du pouvoir qui l'englobe directement. Dans un tel contexte, négociation et insou-

¹⁰De même que ses incidences sur le processus de décentralisation. Voir sur ce point : FAY (2000).

mission représentent les deux alternatives pensables (LANGE, 1999). Chaque instance est garante des règles qu'elle édicte et du pacte qu'elle instaure avec les échelons inférieurs. La rupture de ce pacte semble légitimer l'insoumission (l'usage de la force qui permet d'acquérir pouvoir et droits).

Ce schème peut sembler prégnant ici, lorsque les autorités villageoises évoquent le caractère ambigu (transgressif) des stratégies municipales. Un maire « autochtone » tente d'investir la chefferie, prétend percevoir l'impôt, prend l'initiative de lever des taxes¹¹, et dans le même temps « met la main sur les terres »¹². Par ailleurs, les courriers adressés aux autorités de Kati (cercle) et au ministère de l'Administration territoriale sollicitent l'intervention des pouvoirs, censés englober la commune et fondent leur argumentation sur les lois édictées par l'État (code foncier, décentralisation).

C'est alors la figure de Samory Turé (1837-1900)¹³ qui va être investie de façon privilégiée pour narrer la fondation de la communauté villageoise, définir l'autochtonie et légitimer la révolte contre tout pouvoir déterritorialisé.

D'abord implicite¹⁴, cette référence se précise au fil des événements. Se construisent alors et se diffusent des récits de mémoire¹⁵ rappelant la fondation du premier village (N'Tekedo) par des paysans fuyant les exactions de Samory (on évoque la destruction du village de Kinyeroba près de Kalaban).

¹¹Taxe prélevée auprès des chefs de famille, pour financer l'intervention des géomètres, par exemple.

¹²Avant que le lotissement ait été décrété, et malgré les directives gouvernementales.

¹³C. MEILLASSOUX (2001) souligne l'aspect déprédateur des activités militaires de Samory, capteur et pourvoyeur d'esclaves, le fait qu'il choisisse souvent de faire administrer les *kafo* par ses représentants directs (*keletig*).

¹⁴En 2000, les discours recueillis et les documents évoquent les « pillages » perpétrés par les « mercenaires », les « fantassins » du maire et du « faux chef de village ».

¹⁵Au sens où les définit M. Halbwachs (*La mémoire collective*), c'est-à-dire des récits articulant des « images-souvenirs » afin de décrypter des événements présents.

Rappelons que les fuyards auraient bénéficié de terres concédées par les Nyaré de Sikoroni, qui les auraient ainsi « recueillis ». Le scénario des affrontements d'avril 2001 (opposant les villageois à la « milice municipale » puis à la brigade territoriale) se conforme lui-même à ce modèle. En témoignent les récits des habitants de Dialakorrodji et ceux des « spectateurs », qui, depuis les quartiers urbains limitrophes, ont « vu les malheureux courir pour grimper sur les collines, avec les bagages et les marmites » (dans lesquelles cuisaient les repas au moment de l'attaque). Quant à eux, les habitants des villages ruraux alliés (Nafadji, Sapho...) ont « vu arriver les réfugiés » et les ont « recueillis dans un état à faire peur ».

Mais la figure de Samory et les récits de fondation sont bons à penser à un autre niveau, beaucoup plus essentiel peut-être.

Le village est fondé sur le refus de la violence prédatrice et le primat des liens d'allégeance. Au centre, le droit à la terre que l'on accorde à l'étranger persécuté, comme on l'a reçu soi-même. L'autochtonie s'acquiert par la reconnaissance de la dette. L'identité villageoise, dans ce contexte précis, est historicisée, tout en étant liée à l'appartenance au sol. La terre nourrit ceux qui y vivent et les rend semblables. « Nous avons – dira le chef coutumier – accueilli ceux qui fuyaient le lotissement, nous leur avons laissé des terrains, ils sont nos “parents”, ou encore, après l'arrestation des opposants au maire, « mes jeunes, mes enfants sont en prison ».

Les installés déclareront qu'ils ont « trouvé leur vraie famille ici ».

La dette prime donc sur les liens du sang. Rappelons que, selon les récits, Dialakorrodji a été fondé cinquante ans après le village d'origine, à la suite d'un conflit foncier entre lignages parents. Le maire « autochtone » reproduirait la trahison de ses aïeux. L'opposition, local vs. extérieur, prend un sens particulier. On signifie que le territoire est ouvert et que le peuplement a toujours suivi cette règle dans la zone. Ce principe légitime l'opposition à un pouvoir qui vend les terres, fige en quelque sorte les catégories d'autochtone et d'étranger.

Cette construction du sens des événements (circonstancielle, transitoire) semble partagée par toutes les couches sociales mobilisées

contre le pouvoir municipal. Elle permet l'argumentation de stratégies sociales différenciées¹⁶.

Les membres de la chefferie de village et les lignages les plus anciens que le lotissement privera de la maîtrise des réserves foncières disponibles, tentent de relégitimer le pouvoir coutumier. Ils anticipent aussi un avenir proche où les activités agricoles deviendront impossibles. L'intégration de nouveaux habitants (et notamment de diplômés) doit générer de nouvelles ressources dont le pouvoir coutumier s'attribue la gestion et la répartition. Ces nouveaux membres de la communauté pourraient contribuer au « développement local » en liant le village à l'extérieur, en « amenant des projets »¹⁷, en faisant bénéficier les anciens de leurs savoirs (écriture, connaissances juridiques).

Les ouvriers précarisés ou « compressés » installés dans la commune établissent une équivalence entre la faillite des entreprises privatisées et les conséquences du lotissement (les usines ont été « mangées » par les puissants, comme le sont les terres). Dans les deux cas, les perdants doivent fuir. Aujourd'hui, d'anciens militants syndicaux ou grévistes miment le retour au village d'origine, toujours fantasmé, jamais réalisé. Ils reconvertissent leur expérience sociale en s'attribuant un rôle spécifique dans la division du travail communautaire¹⁸. Ils se définissent volontiers comme « le bras armé » du chef de village.

¹⁶Nous utilisons ici l'analyse des récits de fondation et des entretiens recueillis, des documents que nous ont confiés les belligérants (notes administratives, courriers aux autorités centrales).

¹⁷Certains enseignants et personnels de santé entretiennent en effet ici des liens privilégiés avec des ONG canadiennes et néerlandaises. C'est le cas du premier de liste Adema en 1999 évincé par le maire actuel.

¹⁸Les entretiens et les observations recueillis auprès d'un *grin* (groupe fondé sur l'affinité, l'appartenance à une classe d'âge), d'ouvriers sont éclairants sur ce point. Les conflits auxquels ils participent leur permettent d'exister (d'être reconnus) au sein du village, de « sortir du puits » où le chômage les avait précipités. Ils en escomptent aussi une protection contre les risques d'expulsion lors du lotissement. Ajoutons à cela le sentiment d'exaltation né des affrontements et des récits qui les magnifient. Des figures héroïques apparaissent, les traîtres et les lâches incarnent le mal. « Aujourd'hui, nous sommes en révolte et nous vivons mieux... c'est triste à dire ! Mais c'est la vérité... et nous n'avons pas plus de moyens qu'avant. Que se passera-t-il après ? » (Un ouvrier tisseur au chômage).

Les membres des couches moyennes diplômées se réfèrent au « rôle de l'intellectuel pauvre auprès du peuple ». Ils argumentent l'articulation nécessaire de l'universel et de la coutume, contre des élites étatiques rejetées du côté de l'abstraction. Appropriant les énoncés produits dans les espaces discursifs des ONG et des associations de lutte contre la mondialisation, ils décrivent les communautés locales comme les lieux privilégiés de la société civile, de la citoyenneté concrète et de la solidarité internationale. Un examen des trajectoires de ces diplômés permet de les situer dans une position marginale ou dominée dans les rapports de clientélisme¹⁹. Cette position, et non les diplômés ou les origines sociales, les oppose aux diplômés qui soutiennent le camp adverse (l'équipe municipale) et travaillent les mêmes énoncés. Là, le marché des terres, le contournement ou la « mise au pas » du pouvoir coutumier doivent favoriser la « bonne gouvernance », la mixité sociale et le triomphe de l'intérêt général. Une compétition s'instaure pour l'appropriation de la ressource que constituent les ONG (fonds, emplois générés par les projets, positionnement dans des réseaux transnationaux).

À l'issue des élections municipales de 1999, le jeu des partis politiques s'inscrit dans ce contexte. Ainsi, le Parena se situe du côté de la chefferie de village. L'Adema se scinde localement en deux factions, puis, à la veille des élections présidentielles de 2002, les alliés Adema de la chefferie rejoignent d'autres formations (Parena, Cnid, Pari...)

On constatera que les constructions de la communauté villageoise impliquent celles de communautés plus vastes, fictives ou réellement investies²⁰. Le processus de décentralisation transforme les conditions d'accès au pouvoir local et aux centres de décision étatiques. On pourrait déceler ici un redéploiement des élites d'État et de leur clientèle, qui tentent de maîtriser le local. Elles s'affrontent

¹⁹Les récits auxquels elles donnent lieu articulent une série de ruptures biographiques vécues comme des échecs.

²⁰Réseaux de villages pour la défense du patrimoine foncier, réseaux liés aux centres de décision nationaux, réseaux transnationaux ...

à un pouvoir coutumier en péril et aux diplômés les plus démunis en lutte pour l'accès à la notabilité²¹.

Retour en zone urbaine : la variabilité des formes de manifestation du politique

En janvier 2002, le quartier urbain voisin, Dianguinabougou, intégré à la commune I de Bamako, est le théâtre d'une action en apparence mimétique. Là, faute de réserves foncières, le mouvement des parcelles est soumis pour l'essentiel au marché légal. Le lotissement est achevé. Les populations les plus démunies semblent aujourd'hui passives, après l'échec de leurs tentatives de révolte contre le lotissement²². Le cynisme des hommes politiques, la sottise de leurs militants, sont des thèmes privilégiés lors des « causeries » qui réunissent chaque soir les membres des *grins*. La mairie de la commune I avait nommé il y a quelques années un chef de quartier, et destitué le successeur du « premier occupant » (Dianguiné), désigné, lui, par le conseil des anciens. Les deux titulaires s'affrontent, dans l'indifférence de la population.

Les mouvements associatifs catégoriels se développent, associations de jeunes pour le développement du quartier, associations de jeunes diplômés sans emploi, associations religieuses ou ethniques, associations féminines...

²¹On pourrait, avec toute la prudence qui s'impose, opérer un parallèle avec les dynamiques observables au nord. L'État délègue à des associations et des ONG une partie de ses tâches. Pour les intellectuels, l'accès aux positions de pouvoir implique aussi bien la contestation de l'État que l'investissement dans les tâches qu'il délègue. Affirmation de la mission téléologique des intellectuels.

²²Affrontements avec la gendarmerie en 1994 et en 1995.

En 2002, les membres d'une association de jeunes diplômés s'allient à la chefferie « coutumière » de quartier. L'action aboutit à la destruction de maisons construites sur des terrains réservés à la localisation d'équipements collectifs par le plan d'urbanisme et vendus à des particuliers par l'équipe municipale. Après une brève incarcération, le leader de l'association engage une campagne électorale anticipée : à la tête de la commune I, une « équipe municipale honnête » (Cnid) doit remplacer « l'équipe corrompue en place » (Adema). Le candidat recherche l'alliance des mouvements associatifs locaux « bien pourvus en ONG ».

Les arguments qu'il développe auprès des *grins* de jeunes qu'il visite chaque soir s'articulent autour d'une autre variante de la définition occidentale de la citoyenneté. Le vrai citoyen « devient un intellectuel en devenant un militant politique », il « voit que les intérêts de sa personne vont avec les intérêts publics »²³.

Autres définitions de la modernité, autres interprétations de la démocratie locale et des rapports entre les pouvoirs.

²³« Et surtout l'inverse », se plaisent à préciser les réfractaires.

Bibliographie

ALTHABE G., 1969 –
*Oppression et libération
dans l'imaginaire*. Paris, Maspéro.

BAYART J.-F., 1996 –
L'illusion identitaire. Paris, Fayard.

CASTORIADIS C., 1999 –
L'institution imaginaire de la société.
Paris, Seuil, coll. Point Essais.

FAY C., 2000 –
« La décentralisation dans un cercle
(Tenenkou, Mali) ». In Jolivet M. J.
(éd.) : *Logiques identitaires,
logiques territoriales* : 121-142.

GLUCKMAN M., 1963 –
Order and rebellion in tribal Africa.
London, Cohen and West.

JOLIVET M. J. (éd.), 2000 –
Logiques identitaires, logiques
territoriales. *Autrepart*, 14.

KONÉ Y. F., FAY C.,
AMSELLE J.-L. *et al.*, 2002 –
*Pouvoirs locaux, pouvoir d'État,
démocratie et décentralisation
au Mali*. Rapport final, reprogr.,
ISH, EHESS, MAE, 423 p.

LANGÉ M. F., 1999 –
« Insoumission civile et défaillance
étatique : les contradictions
du processus démocratique malien ». *In*
Otayek R. (éd.) : *Afrique :
« les identités contre
la démocratie ? »* : 117-134.

MEILLASSOUX C., 2001 –
Mythes et limites de l'anthropologie.
Lausanne, Cahiers libres,
Éditions Page 2 : 263-265.

MITCHELL J.-C., 1956 –
The Kalela dance. *Rhodes-
Livingstone Papers*, 27,
Manchester University Press.

OTAYEK R. (éd.), 1999 –
Afrique : « les identités contre
la démocratie ? » *Autrepart*, 10.

Bourdarias Françoise. (2006)

La décentralisation, la coutume et la loi : les constructions imaginaires d'un conflit à la périphérie de Bamako (Mali)

In : Fay Claude (ed.), Koné Y.F. (ed.), Quiminal C. (ed.)

Décentralisation et pouvoirs en Afrique : en contrepoint, modèles territoriaux français. Paris (FRA) ; Bamako : IRD ; ISH, 221-238

(Colloques et Séminaires). Pouvoirs et Décentralisations en Afrique et en Europe : Colloque International, Bamako (MLI), 2002/11/11-13. ISBN 2-7099-1607-X